The American Conservative

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Alors *maintenant*, Washington nous le dit

Même le blob ne croît pas à la victoire prochaine de l'Ukraine sur la Russie.

Crédit : Ministère de la Défense Ukraine

Doug Bandow
4 janvier 2024 | 00h03

Alors que les Ukrainiens traversent leur deuxième hiver de guerre, l'administration Biden a apparemment abandonné ses idées de victoire et d'Ukraine entière et libre. Washington estime plutôt que les deux parties doivent négocier.

Rapporté *Politico*,

> L'administration Biden et les responsables européens détournent discrètement leur attention du soutien à l'objectif de victoire totale de l'Ukraine sur la Russie pour améliorer sa position dans une éventuelle négociation visant à mettre fin à la guerre, selon un responsable de l'administration Biden et un diplomate européen basé à Washington. Une telle négociation signifierait probablement céder certaines parties de l'Ukraine à la Russie.

C'est le fruit de près de deux années de guerre.

En février 2022, les États-Unis ont refusé de négocier avec la Russie sur l'engagement de l'OTAN d'intégrer l'Ukraine. Washington a insisté sur le fait que la promesse restait inviolable alors que l'alliance transatlantique rapprochait toujours Kiev militairement. Laisser l'Ukraine territorialement entière mais politiquement non alignée était tout simplement un prix trop élevé à payer pour la paix, selon l'administration Biden. Les États-Unis ont donc lancé une guerre par procuration coûteuse et de plus en plus amère contre la Russie, avec pour objectif la victoire totale.

Près de deux ans se sont écoulés. L'Ukraine a été ravagée. Le territoire a été perdu. Les villes ont été bombardées. Des millions de personnes ont été déplacées. De nombreux Ukrainiens ont fui à l'étranger.

La Wunderwaffe, très vantée par l'Occident, n'a pas réussi à remporter la victoire. L'armée ukrainienne a subi des pertes énormes, bien que officiellement non reconnues. Alors que le flux de volontaires diminuait, Kiev a relancé l'ancienne pratique britannique de l'impression, arrachant les hommes jeunes et vieux de la rue pour les envoyer au service militaire.

Les dissensions envahissent Kiev, les responsables politiques et militaires s'affrontant les uns les autres. Pour certains de ses propres collaborateurs, l'insistance du président Volodymyr Zelensky sur la victoire est passée d'héroïque à délirante. Le désir du public de mettre fin à la guerre augmente, car « de nombreux Ukrainiens sont de plus en plus fatigués et las de la guerre. Une source militaire ukrainienne a admis que les Ukrainiens moyens parlaient d'une trêve, mais que des questions se posaient quant au prix de cette trêve.» L'enthousiasme des Alliés à injecter davantage d'argent et d'armes dans le trou noir ukrainien s'estompe.

Voilà pour la victoire. Récupération du Donbass et de la Crimée. Désamorcer Moscou. Évincer Poutine. Briser la Russie. L'objectif des Alliés est désormais de préparer Kiev aux négociations. De *Politico* encore :

> "C'est notre théorie depuis le début : la seule façon pour cette guerre de se terminer est par la négociation", a déclaré le responsable, un porte-parole de la Maison Blanche qui a requis l'anonymat parce qu'il n'est pas autorisé à s'exprimer officiellement. « Nous voulons que l'Ukraine ait la main la plus forte possible lorsque cela se produira. »

Maintenant, ils nous le disent ! Avant la guerre, l'Ukraine aurait probablement pu conserver son territoire en acceptant la neutralité – *sans* subir des dizaines ou des centaines de milliers de victimes, subir la destruction de nombreuses villes et villages, déformer son territoire avec des mines, des fortifications et des tombes, et affronter des combats sans fin. Les alliés auraient maintenu des liens non militaires avec le peuple ukrainien tout en économisant des centaines de milliards de dollars et en conservant leurs arsenaux militaires. L'Occident n'aurait pas poussé Poutine et d'autres nationalistes russes vers l'Est dans une étreinte plus étroite avec la Chine. Et le monde entier aurait été épargné par les graves perturbations économiques causées à la fois par les opérations de combat et par les sanctions économiques.

Même après l'invasion, Moscou et Kiev étaient apparemment proches d'un autre compromis, mettant l'accent sur l'accord de l'Ukraine de rester en dehors de l'OTAN. Pourtant, les gouvernements alliés ont apparemment dissuadé le gouvernement Zelensky d'aller de l'avant, créant ainsi une nouvelle opportunité perdue, qui aurait laissé les Ukrainiens dans une bien meilleure situation qu'aujourd'hui.

Les négociations seront désormais beaucoup plus difficiles. L'amertume s'est métastasée, rendant tout accord plus difficile à parvenir. Les terribles pertes humaines et économiques ont poussé les deux parties à exiger davantage de concessions en guise de compensation. Aucune des parties n'est non plus encline à faire confiance à l'autre. Les Ukrainiens dédaignent toute

négociation avec Moscou, mais ils ont des raisons de douter de l'Ukraine et de ses alliés, qui reconnaissent désormais que l'accord de Minsk de 2014 était une fraude, destinée à donner à Kiev un répit pour renforcer son armée. Quelles assurances la Russie exigera-t-elle désormais pour choisir la paix ?

La seule conclusion possible est que la plupart des décideurs politiques occidentaux sont des imbéciles. Rarement autant de responsables américains et européens auront commis une erreur aussi spectaculaire et au coût aussi terrible pour tous. Beaucoup, sinon la plupart, refusent encore d'admettre l'évidence. Affirmant que le monde tel que nous le connaissons pourrait prendre fin si Moscou triomphait, ils continuent de faire publiquement pression pour un engagement et une aide accrus en faveur de l'Ukraine.

Bien entendu, reconnaître la pure idiotie de la politique alliée ne justifie pas l'invasion de l'Ukraine par le gouvernement Poutine. Il s'agissait d'un acte criminel aux conséquences effroyables. L'attaque, cependant, n'était pas « non provoquée », comme on le prétend si souvent. Les alliés ont imprudemment ignoré les intérêts sécuritaires de Moscou, qui ont souvent été exprimés aux responsables alliés. Par exemple, Fiona Hill, récemment membre du Conseil de sécurité nationale du président Donald Trump, était chargée de mission en matière de renseignement national et, *en 2008* , son équipe a averti le président George W. Bush « que M. Poutine considérerait les mesures visant à rapprocher l'Ukraine et la Géorgie de l'OTAN comme un moyen de rapprocher l'Ukraine et la Géorgie de l'OTAN ». une démarche provocatrice qui provoquerait probablement une action militaire préventive russe.

À peu près au même moment, William Burns, alors ambassadeur américain en Russie (et actuellement directeur de la CIA), rapportait à Washington :

> Il est tout aussi difficile d'exagérer les conséquences stratégiques d'une offre prématurée [du Plan d'action pour l'adhésion], notamment à l'Ukraine. L'entrée de l'Ukraine dans l'OTAN constitue la ligne rouge la plus claire pour l'élite russe (et pas seulement pour Poutine). Au cours de mes conversations de plus de deux ans et demi avec des acteurs russes clés, depuis les coups de poing dans les recoins sombres du Kremlin jusqu'aux critiques libéraux les plus acerbes de Poutine, je n'ai encore trouvé personne qui considère l'Ukraine dans l'OTAN comme autre chose qu'un partenaire direct. défi aux intérêts russes. À ce stade, une offre MAP ne serait pas considérée comme une étape technique sur un long chemin vers l'adhésion, mais comme un défi stratégique lancé. La Russie d'aujourd'hui répondra. Les relations russo-ukrainiennes vont être profondément gelées, Moscou envisageant probablement des mesures économiques allant d'une augmentation immédiate des prix du gaz aux niveaux du marché mondial, jusqu'à une répression contre les travailleurs ukrainiens venant en Russie. Cela créera un terrain fertile pour l'ingérence russe en Crimée et dans l'est de l'Ukraine. Il y aurait beaucoup de réticences à propos du repositionnement des moyens militaires plus près de la frontière ukrainienne et des menaces de reciblage nucléaire. Le Conseil OTAN-Russie serait maintenu sous assistance respiratoire, ou expirerait complètement.

Le défi consiste désormais à savoir comment se remettre de la terrible erreur des alliés et récupérer au moins une partie des pertes attendues suite à la défaite. Malheureusement, les problèmes évidents de Kiev ont peut-être alimenté un sentiment de triomphalisme à Moscou. Si le gouvernement russe surestime ses chances, la guerre pourrait continuer alors que les deux parties rejettent le type de compromis nécessaire pour mettre fin au conflit. Même si Moscou a l'avantage, il n'y a aucune certitude en cas de guerre. La poursuite des combats épuisera son armée et son économie. Même si la Russie a résisté à la tempête des sanctions, les restrictions technologiques alliées risquent de freiner ses futurs développements militaires. Moscou restera également le partenaire mineur de la Chine, au grand inconfort probable de Moscou.

Que devrait faire Washington ?

Premièrement, les États-Unis et l’Europe doivent avoir des discussions sérieuses sur la sécurité future de cette dernière : comment s’adapter à une Ukraine neutre, comment interagir avec la Russie et transférer la responsabilité de la défense aux nations européennes. Le parfait ne doit pas devenir l’ennemi du bien. Il ne devrait y avoir aucune des illusions triomphantes qui ont tant dominé le discours sur la guerre.

Deuxièmement, les alliés devraient discuter avec Kiev. L’objectif ne serait pas d’imposer une politique, mais de s’assurer que les Ukrainiens comprennent ce que les États-Unis et l’Europe sont prêts à soutenir. Si l’Ukraine ne veut pas continuer à se battre seule, elle doit se préparer à accepter les douloureux compromis nécessaires pour préserver sa souveraineté et sa viabilité. Refuser de le faire mettrait en danger l’avenir de Kiev.

Troisièmement, Washington et Bruxelles devraient tout mettre sur la table avec la Russie. Les sanctions économiques, le gel des avoirs, les pipelines énergétiques et la coopération future devraient être utilisés comme des incitations potentielles pour encourager un règlement avec l’Ukraine.

Un tel processus serait sans aucun doute douloureux et incertain. Les alliés maladroits n’ont cependant guère d’autre choix. Ils pourraient peut-être poursuivre la guerre, mais cela signifierait simplement davantage de morts et de destructions, avec peu d’espoir de victoire. Les amis de Kiev ne sont pas ses amis s'ils décident de combattre la Russie jusqu'au dernier Ukrainien au nom de « l'assistance » à l'Ukraine.

Même si l’administration n’a pas encore reconnu publiquement la réalité du champ de bataille, les faits commencent à se faire sentir. Les populations américaines et européennes sont de plus en plus sceptiques quant à la poursuite de l’aide. Un nombre croissant de décideurs politiques partagent également ce point de vue. Par exemple, avant la récente visite de Zelensky, le sénateur JD Vance (Républicain de l'Ohio) était d'avis que l'Ukraine devrait probablement négocier et perdre des territoires. Accepter la réalité, a-t-il ajouté, serait dans « le meilleur intérêt de l’Amérique ».

Washington a donc décidé que Kiev devait négocier et perdre des territoires pour mettre fin à la guerre avec la Russie. Il est dommage que les décideurs américains n’aient pas pensé à cette possibilité il y a deux ans lorsqu’ils ont rejeté toute diplomatie avec Moscou. Les décideurs américains ne sont pas aptes à gérer la politique étrangère d’un pays de timbre-poste comme Monaco, et encore moins d’une superpuissance comme les États-Unis.